

## LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT<sup>20</sup>

### Décisions

A sa 1401<sup>e</sup> séance, le 21 mars 1968, le Conseil a décidé d'inviter les représentants de la Jordanie, d'Israël, de la République arabe unie, de l'Irak et du Maroc à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

"La situation au Moyen-Orient :

"a) Lettre, en date du 21 mars 1968, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Jordanie (S/8484<sup>21</sup>) ;

"b) Lettre, en date du 21 mars 1968, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël (S/8486<sup>21</sup>)".

A sa 1402<sup>e</sup> séance, le 21 mars 1968, le Conseil a décidé d'inviter le représentant de la Syrie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question.

A sa 1406<sup>e</sup> séance, le 23 mars 1968, le Conseil a décidé d'inviter le représentant de l'Arabie Saoudite à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question.

### Résolution 248 (1968)

du 24 mars 1968

*Le Conseil de sécurité,*

*Ayant entendu* les déclarations des représentants de la Jordanie et d'Israël,

*Ayant pris note* du contenu des lettres des représentants permanents de la Jordanie et d'Israël reproduites dans les documents S/8470<sup>22</sup>, S/8475<sup>22</sup>, S/8478<sup>22</sup>, S/8483<sup>22</sup>, S/8484<sup>22</sup> et S/8486<sup>22</sup>,

*Ayant pris note en outre* des renseignements supplémentaires fournis par le Chef d'état-major de l'Organisation des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve qui sont contenus dans les documents S/7930/Add.64<sup>22</sup> et Add.65<sup>22</sup>,

*Rappelant* la résolution 236 (1967) par laquelle le Conseil de sécurité a condamné toutes violations du cessez-le-feu sans exception,

*Observant* que l'action militaire des forces armées israéliennes en territoire jordanien était une opération de grande envergure soigneusement préparée,

<sup>20</sup> Question ayant fait l'objet de résolutions ou décisions de la part du Conseil en 1967.

<sup>21</sup> Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-troisième année, Supplément de janvier, février et mars 1968.*

<sup>22</sup> *Ibid.*

*Considérant* que tous incidents violents et autres violations du cessez-le-feu doivent être empêchés et n'oubliant pas les incidents passés de cette nature,

*Rappelant en outre* la résolution 237 (1967) dans laquelle il priait le Gouvernement israélien d'assurer la sûreté, le bien-être et la sécurité des habitants des zones où des opérations militaires ont eu lieu,

1. *Déplore* les pertes de vies humaines et les lourdes pertes matérielles ;

2. *Condamne* l'action militaire lancée par Israël en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et des résolutions relatives au cessez-le-feu ;

3. *Déplore* tous incidents violents en violation du cessez-le-feu et déclare que de telles actions de représaille militaire et autres graves violations du cessez-le-feu ne peuvent pas être tolérées et que le Conseil de sécurité aurait à étudier des dispositions nouvelles et plus efficaces telles qu'envisagées dans la Charte pour s'assurer contre la répétition de pareils actes ;

4. *Demande* à Israël de renoncer à ces actes ou activités en contravention de la résolution 237 (1967) ;

5. *Prie* le Secrétaire général de suivre la situation et de rendre compte au Conseil de sécurité selon qu'il conviendra.

*Adoptée à l'unanimité  
à la 1407<sup>e</sup> séance.*

### Décisions

A sa 1409<sup>e</sup> séance, le 30 mars 1968, le Conseil a décidé d'inviter les représentants de la Jordanie et d'Israël à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question intitulée :

"La situation au Moyen-Orient :

"a) Lettre, en date du 29 mars 1968, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Jordanie (S/8516<sup>23</sup>) ;

"b) Lettre, en date du 29 mars 1968, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent d'Israël (S/8517<sup>23</sup>)".

A sa 1410<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> avril 1968, le Conseil a décidé d'inviter le représentant de la Syrie à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question.

A sa 1411<sup>e</sup> séance, le 2 avril 1968, le Conseil a décidé d'inviter les représentants de la République arabe unie et de l'Irak à participer, sans droit de vote, à la discussion de la question.

<sup>23</sup> *Ibid.*